

COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 14 octobre 2005
(convocation du 3 octobre 2005)

Aujourd'hui Vendredi Quatorze Octobre Deux Mil Cinq à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. MARTIN Hugues, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCASSOU Dominique, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FELTESSE Vincent, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISSON Serge, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, Mme BRACQ Mireille, Mme BRUNET Françoise, M. CANIVENC René, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, Mme CASTANET Anne, M. CASTEL Lucien, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CHAZEAU Jean, Mme COLLET-LEJUIF Sylvie, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, Mme DUMONT Dominique, M. DUTIL Silvére, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. GOURGUES Jean-Pierre, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, M. LOTHAIRES Pierre, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, Mme MOULIN-BOUDARD Martine, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PALVADEAU Chrystèle, M. POIGNONEC Michel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, Mme RAFFARD Florence, M. REBIERE André, M. REDON Michel, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. FLORIAN Nicolas à M. FAYET Guy	M. FERILLOT Michel à M. BAUDRY Claude
M. ANZIANI Alain à M. SAINTE-MARIE Michel	M. FEUGAS Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. BANAYAN Alexis à M. BELLOC Alain	M. JOUVE Serge à M. MOULINIER Maxime
M. BANNEL Jean-Didier à Mme. DESSERTINE Laurence	Mme LACUEY Conchita à M. COUTURIER J. Louis (jusqu'à 10 h 30)
M. BENOIT Jean-Jacques à Mme. DUMONT Dominique	Mme. LIMOUZIN Michèle à M. GRANET Michel
M. BREILLAT Jacques à M. CASTEL Lucien	M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
Mme BRUNET Françoise à Mme DARCHE Michelle (jusqu'à 11 h 00)	M. MONCASSIN Alain à Mme FAORO Michèle (jusqu'à 11 h 40)
M. CARTI Michel à M. HOUDEBERT Henri	Mme MOULIN-BOUDARD Martine à Mme BRACQ Mireille (jusqu'à 11 h 15)
Mme CARTRON Françoise à M. PIERRE Maurice (jusqu'à 11 h 20)	Mme. PARCELIER Muriel à Mme. PUJO Colette
Mme CASTANET Anne à Mme CARLE DE LA FAILLE (jusqu'à 10 h 30)	M. PONS Henri à M. NEUVILLE Michel (à compter de 10 h 45)
M. CASTEX Régis à M. REBIERE André	M. QUANCARD Joël à M. MILLET Thierry (jusqu'à 11 h 20)
Mme CAZALET A. Marie à Mme RAFFARD Florence (jusqu'à 10 h 15)	M. REBIERE André à M. BRON J. Charles (jusqu'à 11 h 45)
M. CAZENAVE Charles à Mme. VIGNE Elisabeth	M. SEGUREL Jean-Pierre à M. FELTESSE Vincent
Mme. DE FRANCOIS Béatrice à M. BRANA Pierre	

LA SEANCE EST OUVERTE

**Régie à seule autonomie financière de l'Abattoir - Fonds de roulement -
Autorisation**



Monsieur FAVROUL présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 90/679 du 29 octobre 1990, il a été décidé de créer, à compter du 1^{er} décembre 1990, une Régie à seule autonomie financière pour assurer l'exploitation de l'Abattoir et de doter cette Régie d'une avance de fonds de roulement d'un montant de 5 000 000 francs (soit 762 245,09 €) remboursable à partir du 1^{er} décembre 1993 sur 27 ans sans intérêt.

A ce jour, ce fonds de roulement a été appelé par la Régie à hauteur de 2 800 000 francs (soit 426 857,25 €) et son remboursement devait débiter à compter du mois de décembre 1993.

Pour éviter toutes difficultés de trésorerie, cela impliquait toutefois que la Régie puisse dégager, au fur et à mesure des remboursements, des ressources lui permettant dans le même temps de reconstituer ce fonds de roulement.

Or, cela n'apparaissait pas envisageable, dans la mesure où l'équilibre des comptes de la Régie était assuré pour partie par une subvention d'exploitation en provenance du budget de la Communauté.

Dans ces conditions, il a été accepté par délibération 93/923 du 20 décembre 1993, que la Régie à seule autonomie financière de l'Abattoir diffère le remboursement du fonds de roulement, pendant une nouvelle période de trois ans, jusqu'au 1^{er} décembre 1996.

La situation de cette Régie n'ayant guère évolué, il a été accepté par délibération 96/850 du 29 novembre 1996, de surseoir au remboursement de ce fonds de roulement, pour une nouvelle période de trois ans, soit jusqu'au 1^{er} décembre 1999.

L'incendie qui a ravagé l'Etablissement le 8 janvier 1997 a modifié considérablement la situation. C'est ainsi qu'à l'issue de la remise en service de l'Abattoir et par délibération n° 99/920 du 22 octobre 1999, il a été décidé de prolonger de trois ans le remboursement de ce fonds de roulement, soit jusqu'à décembre 2002.

La situation de la Régie étant toujours aussi fragile puisque nécessitant l'octroi d'une subvention d'exploitation du budget principal de la Communauté Urbaine, il a été accepté par délibération n° 2002/0774 du 18 octobre 2002 de surseoir à ce remboursement pour une nouvelle période de 3 ans, c'est-à-dire, jusqu'au 1^{er} décembre 2005.

La situation de la Régie, bien que s'étant sensiblement améliorée par l'arrivée de nouveaux opérateurs, nécessite encore le versement d'une subvention d'exploitation du budget principal de la Communauté Urbaine. C'est la raison pour laquelle, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, si tel est votre avis, de bien vouloir accorder un nouveau délai de 3 années à la Régie pour rembourser l'avance consentie, c'est-à-dire, jusqu'au 1^{er} décembre 2008.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 14 octobre 2005,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
8 NOVEMBRE 2005**

M. JEAN-PIERRE FAVROUL

